

# La campagne du « Brexit » tétanise l'Europe

Le référendum britannique contraint les institutions européennes à l'inaction dans un contexte de crises

BRUXELLES - bureau européen

La Commission européenne l'a confirmé lundi 22 février : elle ne fera pas campagne pour le « in » en vue du référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union, qui aura lieu le 23 juin. Pas question de donner des arguments à la puissante presse britannique, largement hostile à Bruxelles, sa « bureaucratie » et ses « diktats ». « *Tout ce que dirait Bruxelles risquerait d'être mal interprété* », estime un haut responsable de l'institution.

Voire contre-productif : le président Jean-Claude Juncker ne veut pas rééditer l'erreur qu'il avait commise lors du référendum grec, en 2015, quand il avait appelé à approuver le plan conclu avec les créanciers du pays, quelques jours avant un vote négatif. Mais sa prudence démontre à quel point les instances européennes sont tétanisées par la très incertaine campagne qui s'engage au Royaume-Uni pour tenter d'éviter sa sortie de l'Union européenne.

« *Une campagne référendaire européenne est toujours difficile pour un gouvernement* », souligne Pierre Vimont, conseiller à la Fondation Carnegie Europe. L'ancien ambassadeur rappelle les exemples français, notamment la consultation sur le projet de traité constitutionnel (2005). « *La réalité de la prise de décision en Europe est tellement mal comprise que toute une campagne peut être marquée par la désinformation et les coups bas* », souligne-t-il.

Passé le compromis négocié de haute lutte avec David Cameron pour conforter le « statut particulier » de son pays dans l'Union européenne, la Commission tentera de contenir les velléités des Etats membres qui voudraient eux aussi réclamer leur « Europe à la carte ». La dérive en ce sens a été li-

mitée lors de la négociation du compromis avec Londres. Il reste cependant à calibrer au plus près les textes législatifs que Bruxelles est censé produire après le référendum (en cas de vote en faveur du « in » du moins).

Ce devrait être relativement simple concernant la réécriture de la directive de 2011 sur la libre circulation des travailleurs. Elle sera « taillée sur mesure » pour ne s'appliquer qu'au système, très particulier, des bénéfices sociaux pour les travailleurs au Royaume-Uni. Et pour permettre à Londres de suspendre, pendant quatre ans, le versement de ces aides pour les « non-Britanniques ».

## Prudence

Ce pourrait être plus compliqué pour les amendements que Bruxelles doit préparer concernant la régulation de 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, en vertu des concessions faites à Londres afin de permettre une indexation des allocations sur le niveau de vie des pays où vivent les enfants des travailleurs au Royaume-Uni. Tous les pays vont pouvoir bénéficier d'un tel dispositif inédit. Déjà, les Danois et les Allemands ont manifesté leur intérêt...

Si la prudence est de mise au sommet, Bruxelles devrait pourtant mener campagne à sa manière pour soutenir David Cameron, en évitant les sujets qui pourraient le plus fâcher à Londres. La commission Juncker va reléguer à plus tard la question du budget de l'Union, malgré le souhait d'une partie des députés européens, qui exigent des moyens pour résoudre la crise des réfugiés. Mais le thème du budget est sensible à Londres : M. Cameron a mal pris, à l'été 2015, le fait que l'eurozone ait pioché un temps dans les « caisses » de l'Union pour sauver la Grèce de la faillite.

D'autres sujets vont être mis au réfrigérateur, pour des raisons tactiques. Les Suisses ne se font ainsi aucune illusion : la renégociation

de l'accord avec Bruxelles sur la libre circulation des personnes, à la suite de la votation populaire de février 2014 (les électeurs s'étaient exprimés contre l'« immigration massive »), n'a aucune chance d'intervenir avant le 23 juin. Il faut absolument éviter de donner l'impression aux Britanniques qu'ils pourraient très bien obtenir une entorse à la libre circulation des travailleurs tout en n'étant plus membres de l'Union.

Autre « gel » probable : celui de la poursuite de l'intégration des 19 pays de la zone euro. Tout au plus les Pays-Bas, qui président l'UE jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet, espèrent-ils parachèver l'union bancaire, destinée à prévenir et à mieux « gérer » les faillites de banques, en tentant de convaincre l'Allemagne, très réticente, d'accepter un système européen de garantie des dépôts.

La Commission va tenter de mettre en avant ce qu'elle peut faire de meilleur. Elle a commencé à retravailler son image : M. Juncker a demandé, dès novembre 2014, à son premier vice-président, le Néerlandais Frans Timmermans, d'écarter des dizaines de projets de régulation. M. Juncker prône une « *Europe grande sur les grands sujets, petite sur les petits* ». Bruxelles devrait continuer à dérouler, dans les semaines à venir, l'agenda prévu sur le « marché unique numérique » ou sur le « marché unique des services financiers ».

Des sujets chers à Londres.

En deux jours de sommet, le président du Conseil, Donald Tusk, a enchaîné 26 négociations bilatérales pour aplanir les différends entre M. Cameron et les autres leaders. Cet investissement a laissé un goût amer aux dirigeants euro-

péens. Ils savent que les concessions laborieusement négociées avec le premier ministre conservateur pèseront peu dans la campagne référendaire.

## Casse-tête

Tout cela est peu de chose à côté du casse-tête qui attendra les Européens en cas de vote en faveur du « out » britannique : « *Deux années au moins de négociation pénible* », selon des diplomates. Quatre ou cinq, peut-être... Avec quelques problèmes majeurs à résoudre, comme le sort des centaines de fonctionnaires britanniques actifs dans les institutions. En attendant,

Bruxelles va continuer à répéter qu'elle n'a « *pas de plan B* ». « *Le zèle déployé par les présidents du Conseil et de la Commission, ainsi que par les Etats qui ont plié le genou pour satisfaire M. Cameron, démontre que l'Europe est vraiment affaiblie* », souligne Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman.

Personne ne veut d'un « Brexit », mais après la négociation éreintante pour parvenir à un compromis, jeudi 18 et vendredi 19 février, marquée par l'« égoïsme » de David Cameron, comme le disent des fonctionnaires européens, beaucoup veulent passer à autre chose. En l'occurrence, à la « vraie » crise, celle des réfugiés, qui menace l'espace de libre circulation Schengen et met à rude épreuve la cohésion du continent. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX  
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS

**Bruxelles s'engagera, mais à sa manière, en évitant les sujets qui pourraient le plus fâcher à Londres**

## Les Républicains inspirés par le forcing de David Cameron

**AU SEIN DE LA DROITE** française tirillée entre son héritage européen et un euroscepticisme de plus en plus répandu à l'approche de la primaire, l'éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) est observée avec beaucoup d'attention. «*La capacité qu'a David Cameron à défendre les intérêts du Royaume-Uni, la capacité des politiques britanniques à redonner la parole au peuple pour qu'il soit souverain, tout cela nous semble sain*», a ainsi déclaré Guillaume Peltier, l'un des quatre porte-parole du parti Les Républicains, lundi 22 février, lors d'un point presse où il a passé de longues minutes à saluer l'initiative britannique qui permet de «*réhabiliter la politique qui doit toujours primer sur l'économie, les banques et la technocratie*».

Concurrencé par le Front national, le parti de Nicolas Sarkozy a profité de l'actualité britannique pour réactiver le débat sur les frontières, un de ses thèmes de prédilection lors de la présidentielle de 2012. «*Il nous faudra réfléchir sérieusement pendant la campagne présidentielle, puis par consultation s'il le faut, à la notion de frontière: nous souhaitons un Schengen 2. (...) En cas contraire, les nations devraient être en mesure de rétablir les contrôles aux frontières nationales*», a ainsi poursuivi M. Peltier, dans la droite ligne du président de son parti.

### Poids renforcé

Depuis son retour à la vie politique, M. Sarkozy a fait de la critique de l'UE un de ses thèmes favoris. Dans son dernier livre, *La France pour la vie* (Plon, 260 p.), l'ancien président évoque une «*Europe embolisée*»

et veut «*revoir les compétences et le rôle de la Commission*» pour limiter une «*réglementation qui empoisonne la vie quotidienne des Européens*». Avec les nominations, fin 2015, de Laurent Wauquiez et Guillaume Peltier comme numéro deux et porte-parole, M. Sarkozy a renforcé le poids de la ligne eurosceptique au sein de l'appareil. Considéré comme plus europhile, le principal rival de Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, s'est lui prononcé, dans un post de blog publié le 17 février, contre une sortie de

Londres de l'UE. Mais lui aussi salue une partie de l'initiative. «*Certaines demandes britanniques peuvent rejoindre nos préoccupations: moins de lois et de normes, plus de démocratie et notamment une plus grande implication des Parlements nationaux*», écrit le candidat à la primaire, qui se rendra à Bruxelles mercredi.

Les proches de M. Juppé posent quelques lignes rouges aux éventuelles négociations engagées par les pays membres: «*Nous comprenons le souhait des Britanniques de demander à leurs citoyens de reformuler leur adhésion au projet européen. Mais nous devons rester très fermes sur la zone euro et sur la libre circulation, deux principes très importants de l'UE*», juge Fabienne Keller, sénatrice du Bas-Rhin. Tout en étant plus mesuré que M. Sarkozy, M. Juppé a durci ses propositions depuis la fin de 2015. Il prône une renégociation des accords de Schengen pour mettre en place 1500 gardes-côtes et renforcer Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières. ■

MATTHIEU GOAR